

## La vulgarisation à la recherche des modèles de développement agricole et rural

Goussios D.

La vulgarisation agricole dans les pays de la Méditerranée du nord-est

Montpellier : CIHEAM  
Cahiers Options Méditerranéennes; n. 2(2)

1995  
pages 3-5

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI01.09.85>

To cite this article / Pour citer cet article

Goussios D. **La vulgarisation à la recherche des modèles de développement agricole et rural.** *La vulgarisation agricole dans les pays de la Méditerranée du nord-est.* Montpellier : CIHEAM, 1995. p. 3-5 (Cahiers Options Méditerranéennes; n. 2(2))



<http://www.ciheam.org/>  
<http://om.ciheam.org/>

# La vulgarisation à la recherche des modèles de développement agricole et rural

**Dimitris Goussios**  
Université de Thessalie (Grèce)

Dans le nord-est de la Méditerranée, les frontières qui ont délimité l'Est et l'Ouest pendant plus de quarante ans constituaient aussi la ligne de démarcation entre deux mondes agricoles correspondant à deux agricultures différentes : l'une collectivisée, l'autre basée sur la propriété foncière de l'exploitation agricole familiale. De part et d'autre de cette ligne, abrités derrière leurs frontières, les Etats nationaux ont expérimenté des modèles de développement agricole propres à chacun des deux blocs et dont la diversité dans l'adaptation relève plutôt des différences dans les modalités et le degré d'intervention de ces Etats dans l'agriculture.

Ces différences radicales, qui se manifestaient récemment encore dans les structures et les politiques de développement agricole, tendent aujourd'hui à s'atténuer à la suite des événements survenus dans les pays de l'Est en 1990 et grâce à l'intégration plus ou moins accélérée de ces agricultures nationales du nord et du sud des Balkans à un marché de plus en plus concurrentiel et mondialisé. En effet, l'ensemble de ces pays, actuellement en transition vers des politiques de développement agricole plus libérales, est de plus en plus confronté aux mêmes problèmes que ceux rencontrés par les agricultures d'autres pays (GATT, saturation des marchés agricoles, filières agro-alimentaires).

Tenant compte du poids de ce passé récent et dichotomique d'une part et, d'autre part, des prémices de l'évolution « homogénéisante » qui est aujourd'hui à l'origine des transformations et des mutations importantes s'opérant dans les agricultures de l'ensemble des pays balkaniques, le séminaire de Volos sur le rôle de la vulgarisation agricole dans cette région géographique, s'est centré sur :

- les héritages du passé dans le fonctionnement des systèmes de vulgarisation en tant qu'instruments d'intégration de l'agriculture ;
- les tendances conduisant à une transformation des systèmes et des politiques de vulgarisation, dues à la dynamique même du marché et du secteur privé, ou à la volonté propre du secteur social et de l'Etat, dans le cadre de la recherche de nouveaux modèles de développement agricole.

Tout au long du séminaire, les communications portant sur l'organisation et le fonctionnement des systèmes de vulgarisation ainsi que sur l'application des politiques ont fait surgir des similitudes et des constats applicables à l'ensemble des pays balkaniques quant au rôle de l'Etat et des agriculteurs dans la vulgarisation :

- dans ces pays, l'Etat a joué un rôle unique et dominant dans la conception et la mise en place des systèmes et des politiques de vulgarisation ;
- les politiques de vulgarisation n'ont été que l'instrument de l'intégration de l'agriculture à l'économie nationale, selon des plans élaborés « par en haut » ;
- les agriculteurs n'ont été que les simples récepteurs, voire les exécutants, des conseils et des projets à appliquer.

Il semble bien que pour ces pays – aujourd'hui à la recherche de modèles de développement agricole plus efficaces face aux difficultés d'adaptation et d'intégration de leurs agricultures au marché mondial – la restructuration de l'agriculture et la réorganisation du système de vulgarisation soient fortement déterminées par le même rôle historiquement déterminant et dominant de l'Etat et les mêmes lacunes au niveau de l'organisation professionnelle des agriculteurs.

Dans les pays balkaniques, le progrès dans le domaine agricole, présenté le plus souvent en termes de productivité et de rendement spectaculaires, notamment dans certaines productions et régions, revêt un même aspect : il n'aurait été, jusqu'à une période assez récente, que le produit d'une vulgarisation étatique.

Les Etats au Nord comme au Sud se sont efforcés, dès les années 1950, de mettre en place un système de vulgarisation orienté plus vers les aspects techniques que micro-économiques, dans le but de faire de l'agriculture une ressource importante de l'économie nationale.

Les références au rôle de l'Etat, principal acteur du développement agricole, dans les travaux présentés, permettent en effet, de mieux saisir, au-delà des résultats au niveau de la production, la façon dont les décideurs du pouvoir, du progrès et du développement, ont traité et géré une paysannerie qui s'est modernisée.

Les politiques de vulgarisation n'ont pas consacré aux agriculteurs la place qui leur revenait, au moins en tant que porteurs du savoir et du savoir-faire. Ce phénomène explique que, bien souvent, les agriculteurs aient pris leurs distances face aux vulgarisateurs et aux politiques qu'ils proposaient. Cela s'exprime soit par la passivité et le désintéressement de l'agriculteur dans les « ex-pays à économie planifiée », soit par des initiatives et des formes de coopération informelles conçues hors du dispositif étatique, conformément aux aspirations des agriculteurs des pays méditerranéens à économie de marché.

Vouloir appréhender le rôle des agriculteurs dans cette question de la vulgarisation dans les pays balkaniques » s'avère, par conséquent, difficile. Cela ne fait que refléter la position peu importante des agriculteurs dans le binôme Etat-profession, mais montre également que, dans ce monde méditerranéen, il faut souvent chercher – derrière l'insuffisance des structures formelles, étatiques ou autres – des itinéraires qui peuvent conduire à des logiques et des actions informelles qui lui sont propres.

La longue période d'étatisme en agriculture dans l'ensemble des pays de cette région pèse de tout son poids sur les efforts de restructuration d'un monde agricole à « structuration professionnelle modeste ». Ce qui est en contradiction avec la tendance plus ou moins manifestée conduisant l'Etat à se désengager progressivement des activités de vulgarisation, et pose, par conséquent, un grave problème dans la redéfinition des rapports entre l'Etat et les agriculteurs en vue d'un nouveau système de vulgarisation.

Cette tendance au désengagement est manifeste dans certains secteurs agricoles. La planification du développement agricole est de moins en moins du ressort de l'Etat : la restructuration des cultures a tendance à s'adapter aux possibilités et aux exigences du marché mondial. Les firmes privées sont alors mieux organisées, grâce à leurs services de vulgarisation, pour assister et suivre le rythme de ce mouvement de restructuration et/ou de modernisation. Même le savoir scientifique et le transfert technologique auxquels ont eu recours les technocrates de l'Etat dès les années 1950 et qui ont alimenté la suprématie du dispositif de vulgarisation par rapport aux techniques traditionnelles du paysan sont aujourd'hui de plus en plus contrôlés et diffusés par des firmes privées.

Le système de vulgarisation comme moyen d'application des politiques agricoles « publiques », tel qu'il a été appliqué au travers du dispositif étatique classique, est remis en cause et est dépassé par de nouvelles exigences du développement agricole et du marché qui tendent à devenir les principaux régulateurs de ce développement.

La globalisation de l'économie, la saturation des marchés agricoles et le GATT constituent dorénavant – et en dépit de la diversité des héritages et des situations propres des différentes agricultures – les principaux déterminants d'évolution et de transformations.

Le processus conduisant à des relations plus directes entre les agriculteurs et le secteur privé qui ne passent pas par des organisations professionnelles est favorisé par les insuffisances organisationnelles des agriculteurs dans le cadre des rapports Profession/Etat.

Il est aujourd'hui accéléré par les difficultés que rencontrent ces pays dans la conception et la mise en place d'un nouveau système de vulgarisation, voire de nouveaux rapports entre Etat et agriculteurs. Or, ce sont ces systèmes qui pourraient soutenir plus efficacement l'agriculture face aux nouvelles conditions de développement et à l'intégration au marché mondial. Le manque traditionnel d'organisations professionnelles d'agriculteurs dans ces pays qui se reflète dans la nature des rapports qu'ils entretiennent avec l'Etat, rend difficile toute tentative visant à les responsabiliser au moins en partie. Il s'agit pourtant d'une des conditions pour qu'ils jouent un rôle plus participatif dans le cadre de la libéralisation des marchés et pour qu'ils acceptent les impératifs d'un développement plus durable.

C'est ce qui explique que, dans le nouveau contexte induit par l'intégration des agricultures nationales au marché mondial sous la pression du GATT, la recherche de nouveaux systèmes de vulgarisation et, tout particulièrement le transfert de technologie, restent, dans les pays balkaniques, du ressort de l'Etat et/ou des firmes privées. Lorsqu'on observe des cas originaux qui vont à l'encontre de cette tendance, il ne s'agit que d'initiatives et de processus informels et spécifiques au monde méditerranéen qui sont difficilement intégrés et soutenus par le secteur public.

Par conséquent, même aujourd'hui, le rôle de l'Etat reste déterminant dans le processus de transformations en cours qui touche l'agriculture. Devant une telle situation et évolution de l'espace agricole et rural, le problème réside dans le fait que le monde agricole dans ces pays est aujourd'hui dépourvu de structures formelles et d'institutions reconnues qui pourraient prendre le relais de l'Etat et être un véritable intermédiaire entre celui-ci, les agriculteurs et les nouveaux partenaires de développement émanant du secteur privé.

Ces Etats traditionnellement centralisés peuvent-ils se charger de la restructuration du monde agricole et rural dans les nouvelles conditions locales nationales et internationales ? Cette question sera abordée dans la deuxième partie de ce séminaire, alors que la première partie analyse la situation et les difficultés des pays méditerranéens à économie de marché.

